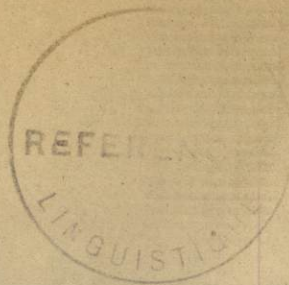




**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



55247

A0563



LIMITÉE

E/CN.14/ECO/160  
E/CN.14/UNCSTD/AFREG/2  
11 octobre 1978

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comité exécutif  
Dix-neuvième session

Arusha, 23-25 octobre 1978

**RAPPORT DE LA REUNION REGIONALE AFRICAINE DES NATIONS UNIES**  
**SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE**  
**DU DEVELOPPEMENT**

(Le Caire, 24-29 août 1978)



### Ouverture de la réunion

1. La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement s'est tenue au Caire (Egypte) du 24 au 29 août 1978. La réunion a été déclarée ouverte le 24 août par M. Mamdouh Salem, Premier Ministre de la République Arabe d'Egypte. Des allocutions d'ouverture ont été prononcées par le Premier Ministre, par le Secrétaire exécutif de la CEA, le Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (UNCSTD) et le représentant du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine.

### Participants

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants de la CEA : Bénin, Botswana, Burundi, Congo, Empire centrafricain, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Mali, Maroc, Mauritanie, Maurice, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, Soudan, Tchad, Tunisie, Zaïre et Zambie.

3. Ont aussi participé à la réunion les représentants des Etats Membres suivants de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la CEA : Autriche, Brésil, Chine, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Guatemala, Inde, Iran, Panama, Pérou, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

4. Ont également assisté à la réunion les représentants des organisations suivantes : Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CEAO), Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (UNCSTD), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (CNUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation internationale de l'aviation civile (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime et consultative intergouvernementale (OMCI) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). L'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture (AAASA), l'Association africaine pour l'avancement des sciences et des techniques, l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et le Programme d'enseignement scientifique pour l'Afrique (PESA) étaient également représentés..

### Allocutions

5. Le Premier Ministre de l'Egypte a ensuite lu l'allocution du Président Mohamed Anwar El Sadate. Souhaitant la bienvenue aux participants, celui-ci



soulignait l'importance historique de la Conférence, qui s'occupera de la recherche des moyens les plus efficaces d'appliquer la science et la technique. La Conférence avait pour objectif, a-t-il ajouté, de constituer une plate-forme africaine unifiée qui pourra être présentée au nom de l'Afrique toute entière à la prochaine conférence internationale sur la science et la technique.

6. L'époque que nous vivons se caractérise par le malaise et les aspirations sur le plan individuel, collectif et national, résultant des problèmes socio-économiques croissants et imbriqués qui confrontent les pays en développement. Or, ces problèmes peuvent être résolus au moyen de la science et de la technologie, qui font défaut aux pays en développement, d'où le fossé qui s'est creusé entre les sociétés industrialisées et nanties et les sociétés en développement.

7. Il faut donc que le tiers monde s'efforce de rétablir l'équilibre dans un souci de justice, ce qui peut se faire à condition que les gouvernements du tiers-monde deviennent conscients de l'impérieuse nécessité de réaliser les changements nécessaires, dans le cadre d'un nouvel ordre économique international. C'est pourquoi la Conférence devrait contribuer à renforcer la solidarité panafricaine qui se traduirait par des recommandations concrètes et un projet de programme de travail pragmatique.

8. Il est temps d'ailleurs que le continent africain, qui représente le quart de la superficie terrestre et contient d'énormes ressources naturelles, rejoigne l'ère de l'énergie nucléaire. Pour sa part, l'Egypte est prête à se rallier aux décisions qui seraient souhaitées par les pays frères du continent africain. En effet, comme il l'a rappelé à la Conférence africaine au Sommet, tenue en juillet 1978 à Khartoum, la solidarité africaine est également indispensable pour faire face au problème des ingérences étrangères dans les affaires intérieures de l'Afrique. L'Egypte est d'ailleurs convaincue qu'il n'existe aucun conflit insoluble entre son peuple et les peuples africains frères et elle est disposée à accepter toute solution juste aux différends qui pourraient s'élever avec les pays frères.

9. Une complète unanimité s'impose donc pour la solution des problèmes socio-économiques du développement; il convient d'échanger les expériences au lieu d'épuiser les ressources et les fonds nationaux dans des conflits stériles. Et à cette fin il faut nécessairement faire appel à la science et à la technologie modernes. L'Egypte est parfaitement consciente de sa responsabilité historique et ne négligera aucun effort pour fournir toute l'assistance matérielle et morale possible aux pays frères africains.

10. Le Président se félicite enfin de l'appui accordé par les pays africains à l'initiative prise par l'Egypte en faveur de la paix, et estime que leur volonté manifeste de défendre les principes de la justice et de la paix est l'un des principaux gages de succès des peuples d'Afrique dans leur marche vers le progrès et le développement collectif.

11. Le Secrétaire exécutif de la CEA a souhaité la bienvenue aux participants à ce qu'il a appelé l'une des réunions les plus significatives qui aient été organisées en Afrique au cours de la présente décennie, vu que la Conférence mondiale qui fait l'objet de ses débats a pour but d'étudier



l'ensemble des considérations qu'implique l'application de la science et de la technique au développement. La Conférence aurait donc à considérer tous les aspects du développement et de la croissance socio-économiques, à étudier les incidences de cette évolution, à identifier les principaux problèmes qui se posent et à indiquer les mesures qui s'imposent au niveau national, régional et international. Les objectifs essentiels de la Conférence consistent à renforcer la capacité technologique des pays en développement, à adopter des moyens efficaces d'utilisation des potentiels scientifiques et techniques et à fournir des instruments de coopération dans le domaine de la science et de la technique.

12. Les pays de la région africaine manquent de ressources pour ce qui est de toutes les formes de technologie, et le retard des pays en développement par rapport aux pays développés ne fait que s'aggraver dans ce domaine. Il est clair que le tiers-monde en général, et l'Afrique en particulier, doivent mettre au point une stratégie en matière de science et de technologie. En fait, en ce qui concerne l'Afrique, il faudrait envisager une stratégie de développement entièrement nouvelle, qui aurait pour but essentiel de réaliser une véritable révolution technologique dans les délais les plus brefs possibles.

13. Il a attiré l'attention de la réunion sur le projet de document régional rédigé par la CEA en vue de la Conférence de la UNCSTD et a fait les observations suivantes concernant le contenu de ce document. Tout d'abord, si l'Afrique posait une série impressionnante de défis en ce qui concerne la recherche scientifique et les inventions techniques, la structure de la plupart des économies africaines empêchait d'exprimer ces défis sous la forme de demandes effectives. Il a parlé ensuite du transfert des techniques, dont les pays africains sont fortement tributaires. La signification de cette dépendance était indiquée par la répartition des techniques importées dans des industries stratégiques ou de base. Le renforcement des capacités technologiques nationales constituait un problème qui dépasse la question de la disponibilité de personnel compétent, de mécanismes efficaces et de la négociation des clauses et des conditions de propriété ou de droit d'usage. Si les coûts et les causes restrictives sont importants, l'aptitude à définir les besoins et les considérations relatives au choix, à la mise en place, à l'utilisation, à l'entretien et à l'amélioration des techniques le sont sans doute encore plus. De surcroît, l'on a accordé trop peu d'attention aux besoins des acquéreurs de techniques et au rôle des entreprises publiques en cette qualité.

14. La troisième question fondamentale traitée dans le document régional est celle de la main-d'oeuvre. Dans ce domaine, la CEA attache une très grande importance à ses projets de Centre régional de conception et de fabrication industrielles et d'Institut technique supérieur, qui devraient permettre de satisfaire les besoins les plus urgents en main-d'oeuvre. L'apport de la CEA à la solution du problème de la main-d'oeuvre se traduit par son Programme africain de formation et de bourses d'études et dans ses travaux relatifs à la planification de la main-d'oeuvre.

15. Concernant l'influence exercée par la structure de la demande sur le schéma de production, il a évoqué le problème de la normalisation, qui a amené la CEA à créer l'Organisation régionale africaine de normalisation.



Il a également mentionné le rôle des sociétés transnationales en matière de transfert, de mise au point et d'échange des techniques.

16. Il a conclu en attirant l'attention sur la manière dont la région africaine envisage les négociations internationales, auxquelles les délégations africaines n'ont que rarement participé. On ayant à l'esprit une série d'objectifs spécifiques, concrets et convenus à l'avance. Si l'on veut assurer le succès de la Conférence de Vienne en 1979 il faut que la présente réunion élabore un plan d'action montrant indiquant quelles sont les actions nationales et régionales requises et énonçant les questions devant faire l'objet de négociations avec les pays à économie scientifiquement et techniquement avancée.

17. Le représentant de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement s'est adressé à la réunion au nom du Secrétaire général de la Conférence qui était souffrant. Il a toutefois informé la réunion que le Secrétaire général adressait par son entremise au Gouvernement de l'Egypte et aux participants tous ses vœux pour le succès de la réunion. Il a signalé en outre que les préparatifs pour la Conférence allaient bon train et que les rapports et recommandations régionaux d'action étaient d'une importance fondamentale pour les travaux de la Conférence.

18. Citant le discours du Secrétaire général de la Conférence, il a déclaré que concernant de nombreux points importants en rapport avec les buts de la Conférence un certain consensus s'était établi. Tout d'abord il est admis que la technique peut être abordée de deux manières différentes : en premier lieu, comme un bien à acquiescer, en second lieu, comme la résultante et comme une partie intégrante d'un système spécifique, économique, social, politique et culturel. On a accordé plus d'attention à la technologie dans sa première acception que dans sa seconde. Dans la seconde définition, la technologie a entraîné d'abord l'imposition aux acquéreurs de normes et d'attitudes étrangères. En second lieu, elle a tari la créativité scientifique et technologique des pays en développement. En troisième lieu, elle a déterminé un affaiblissement des caractéristiques spécifiques des pays en développement et, en quatrième lieu, elle a empêché ces pays de participer efficacement à leurs propres processus décisionnels. Alors qu'on peut remédier à la dépendance à l'égard de la technologie en tant que propriété en éliminant les obstacles aux transferts de techniques, la dépendance à l'égard de la technologie dans sa seconde acception ne peut être résolue qu'en ayant recours à un système de sélection. En fait, le déséquilibre qui existe entre les pays développés et les pays en développement rend indispensable de corriger les effets d'un apport anarchique de techniques.

19. Le deuxième point sur lequel un certain consensus a été atteint concerne le processus de la participation publique. Il est dangereux de supposer que l'application automatique des impératifs de la science et de la technique résoudra tous les problèmes, sans qu'il soit nécessaire d'en référer à l'opinion publique et au processus décisionnel social. La science et la technique doivent être appliquées d'une façon volontaire et concrète et ne doivent pas être utilisées en vue d'une domination politique.



20. En troisième lieu, il est admis que le processus de recherche de solutions internationales aux problèmes scientifiques et techniques doit être fondé sur la recherche d'intérêts communs et n'a rien à voir avec la philanthropie ou la charité. On affirme sans cesse que les pays du tiers-monde n'ont rien à offrir en échange de la coopération que fournissent les pays avancés pour faciliter leur développement technologique. Il serait cependant erroné de présenter la divergence qui existe entre les pays développés et les pays en développement comme une considération a priori, alors que seuls l'innovation et le changement peuvent fournir une solution aux problèmes du monde. Comme l'a dit récemment un porte-parole du Ministère suédois des affaires étrangères, le redressement général et mondial peut être réalisé grâce à un effort majeur pour résoudre les problèmes économiques et financiers des pays en développement. Le développement scientifique et technologique du tiers-monde fournirait de nouvelles possibilités aux entreprises des pays développés et pourrait également éliminer le problème que pose l'appauvrissement du tiers-monde. Sur le plan politique, cela dissiperait les risques d'écroulement ou d'explosion sur notre planète.

21. En quatrième lieu, il y a accord sur la nécessité d'un nouveau genre de négociations sur les problèmes scientifiques et techniques, qui pourraient se dérouler aux Nations Unies ou dans d'autres enceintes et qui partiraient d'un terrain commun, n'impliqueraient aucune tentative de marchandage globale, fourniraient un cadre de discussion suffisamment durable, tout en combinant les aspects "diplomatiques" et les aspects "substantifs" des négociations.

22. Le cinquième point de consensus concerne l'influence qu'exercent sur la culture la science et la technologie. En vérité, la science et la technique transcendent le domaine économique et pénètrent la vie nationale et internationale tout entière. Il ne suffira pas de se limiter à l'analyse des relations qui existent entre les systèmes scientifiques et techniques et les structures de l'économie et de la production. Les sociétés contemporaines ne pourront sauvegarder leur existence qu'en y incorporant des éléments nouveaux, et il ne faut pas oublier que la science et la technique n'ont pas seulement des effets négatifs sur les cultures mais aussi des effets constructifs.

23. M. Kenneth Dadzie, Directeur général pour le développement et la coopération économique internationale s'est également adressé à la réunion et a déclaré que le Secrétaire général de l'ONU lui avait confié la responsabilité des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement pendant les semaines d'absence du Secrétaire général de la Conférence. En sa qualité d'Africain, il était heureux que sa première tâche ait concerné la Réunion régionale africaine.

24. L'objectif primordial de la Conférence serait d'analyser les aspects scientifiques et techniques du nouvel ordre économique international et de les traduire en buts précis. Les objectifs du nouvel ordre économique international dans le domaine de la science et de la technique avaient été énumérés récemment par le Secrétaire général de la Conférence, à savoir coopéra-



tion entre les pays avancés et les pays en développement, pour la création, le renforcement et le développement de l'infrastructure scientifique et technique des pays en développement; appui accru apporté par les pays développés aux programmes scientifiques et techniques des pays en développement; intérêt plus grand porté par la R et D des pays avancés aux problèmes intéressant les pays en développement; enfin renforcement de la coopération internationale en vue d'améliorer les relations entre les Etats en ce qui concerne la science et la technique. Ces principes avaient guidé les travaux préparatoires de la Conférence auxquels avaient participé divers organes et institutions du système des Nations Unies, notamment les commissions économiques régionales. L'important était maintenant de conserver l'élan acquis en matière de coopération aux niveaux national, sous-régional et régional, jusqu'à la Conférence et même au-delà de celle-ci. Cette tâche incombait essentiellement aux gouvernements, mais il fallait aussi obtenir l'engagement total des milieux scientifiques et techniques comme cela avait été le cas dans de nombreux pays africains.

25. Pour terminer, il a assuré les participants que le programme d'action et le rapport qu'ils allaient adopter constituaient des contributions capitales aux préparatifs de la Conférence.

26. Au nom du Secrétaire général administratif, le représentant de l'Organisation de l'unité africaine a déclaré que de l'avis de l'OUA la réunion africaine régionale se déroulait à un moment où les problèmes d'un pays ou d'un groupe de pays influençaient inévitablement les autres pays et où la faiblesse économique ne s'identifiait plus à une insignifiance en matière économique ou politique. Si les pays africains veulent se développer, il leur faut accepter le genre d'activités qui engendre le progrès technique et la croissance économique. Un moyen de déterminer le changement est l'éducation; mais l'éducation est un processus lent, et un phénomène tel que l'exode rural suggère que l'Afrique n'est pas disposée à attendre. L'OUA estime que ce problème devrait être abordé en ayant recours à la fois à la technologie la plus avancée qui soit disponible et à la recherche scientifique, en vue d'amener l'Afrique à faire partie du système industriel. L'Afrique devrait apprendre à considérer les programmes industriels non pas en termes de pertes ou de gains immédiats, mais du point de vue de la contribution que la technologie peut apporter au développement national et à la création d'une base industrielle permanente.

27. Il a invité les pays africains à accroître les dépenses consacrées à l'infrastructure de la science et de la technologie ainsi qu'à la recherche-développement, de même qu'à l'aide technologique adaptée aux besoins spécifiques de l'Afrique que peuvent fournir les pays du monde développé. Il est non moins urgent d'élaborer un programme de coopération scientifique et technologique entre les pays en développement. Il conviendrait d'accorder la priorité aux activités entreprises par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en vue de l'élaboration d'un code de conduite ayant force obligatoire pour le transfert des techniques des pays développés aux pays en développement. Il faudrait aussi procéder à une révision du régime international des brevets.



### Election du bureau

28. La réunion a élu à l'unanimité le bureau suivant :

- Président : M. Abdel Moneim (Egypte)
- Premier Vice-Président : M. Youssouf Traoré (Mali)
- Second Vice-Président : M. M.J. Lumina (Zambie)
- Premier rapporteur : M. Soliman Sissoko (Guinée)
- Second rapporteur : M. Rabindrah Ghurburram (Maurice)

### Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

29. La réunion a unanimement adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Courtes déclarations des chefs de délégation des pays membres de la CEA sur la situation dans leurs pays respectifs en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement
5. Examen du projet de document régional
6. Examen des résolutions proposées par les représentants des pays africains les moins développés
7. Questions diverses
8. Adoption du rapport et clôture de la réunion

30. Après son élection, le Président a déclaré aux participants que la réunion reflétait la volonté des peuples d'Afrique d'aborder très sérieusement la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. Les documents nationaux ont été rédigés; nombre de réunions et séminaires ont eu lieu à l'échelon national, et les points de vue régionaux ont été formulés à la réunion préparatoire tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en 1977. La tâche principale de la présente réunion était de mettre au point une position africaine sur les divers points et rubriques inscrits à l'ordre du jour de l'UNCSTD.

31. La réunion a décidé de constituer un Groupe de travail qui examinerait le document de base régional et ferait rapport à la session plénière.

### Hommage rendu au défunt Président du Kenya, Jomo Kenyata

32. Le Président a rendu hommage au défunt Président du Kenya décédé le 22 août 1978; les participants, debout, ont observé une minute de silence à sa mémoire.



33. Le chef de la délégation du Kenya, répondant aux condoléances du Président, s'est déclaré profondément touché par les sentiments exprimés par celui-ci. Il a affirmé, au nom du Gouvernement et du peuple du Kenya, que son pays appréciait vivement les liens d'amitié noués avec les autres nations africaines et que les condoléances exprimées seraient transmises à la famille endeuillée, au Gouvernement et au Peuple du Kenya. La réunion a décidé d'envoyer un télégramme de condoléances au peuple et au Gouvernement du Kenya.

#### Message au Secrétaire général de la Conférence

34. A la suggestion de la délégation de l'Égypte, la réunion a décidé à l'unanimité d'envoyer un message télégraphique au Secrétaire général de la Conférence, actuellement souffrant, pour lui souhaiter une prompte guérison.

#### Exposés présentés par les Chefs de délégation

35. Les Chefs de délégation ont présenté de brefs exposés sur la situation dans leurs pays respectifs en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement.

#### Examen du projet de document régional

36. La réunion a décidé de constituer un Groupe de travail composé des représentants des pays suivants : Bénin, Émirats centrafricains, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Tchad et Zaïre et tout autre pays qui désirerait se joindre au Groupe de travail pour étudier le projet de document régional à la lumière des déclarations des différents chefs de délégation et expliquer la situation actuelle dans leurs pays respectifs en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au service du développement.

37. Le Groupe de travail a unanimement élu le bureau suivant :

- Président : M. Youssouf Traoré, Premier Vice-Président de la session plénière

- Vice-Président : M. Paseka Khabele (Lesotho)

- Rapporteurs : M. Arnaud d'Abzac (Tchad)

M. Stachys N. Muturi (Kenya)

38. Après avoir discuté de la procédure, le Groupe de travail est convenu d'adopter le projet de document régional en tant que document de travail, qu'il étudierait et modifierait à la lumière des déclarations nationales faites au cours des séances plénières, ainsi que des autres documents nationaux disponibles. L'on tiendrait également compte des exposés présentés en séance par les membres du Groupe de travail.

39. Un représentant de la CEA a présenté le projet de document régional en précisant que ce texte avait été préparé selon certains critères, dont



certaines avaient été établies par l'Assemblée générale des Nations Unies et d'autres par la Réunion intergouvernementale des experts africains sur les aspects de développement technologique, tenue en 1977 à Arusha, en République-Unie de Tanzanie. Le représentant de la CEA a également déclaré que la rédaction du projet de document régional avait subi certains délais ne dépendant pas de la volonté de la CEA.

40. Le représentant de la CEA a expliqué en outre que le projet de document régional était fondé sur les contributions de divers organismes des Nations Unies, d'autres organisations internationales, de nombre d'organismes nationaux, de gouvernements d'Etats membres de la CEA et de diverses personnes. Une contribution spéciale au projet de document régional avait été apportée le mois dernier par la Réunion d'experts tenue à Yaoundé, en République-Unie du Cameroun, qui avait donné son avis sur ce projet de document avant sa soumission définitive. Le temps a fait défaut pour incorporer les recommandations des experts dans un projet révisé de document régional, et c'est pour cela qu'il souhaitait que le Groupe de travail examinât le rapport de la réunion d'experts en même temps que le projet de document régional.

41. Il a ensuite résumé chacun des six premiers chapitres du projet de document régional, en faisant observer que les trois premiers chapitres fournissaient un aperçu historique tandis que le cinquième chapitre était en grande partie descriptif. Il a donc demandé que le Groupe de travail s'occupe surtout de l'étude du chapitre qui définit les obstacles et les goulots d'étranglement que l'on rencontre dans l'utilisation de la science et de la technique en Afrique; ainsi que de l'étude du chapitre VI où l'on propose un Programme d'action ayant pour but d'éliminer ces obstacles et ces goulots d'étranglement.

42. Pour conclure, le représentant de la CEA a dit qu'il ne se faisait aucune illusion quant à la qualité du projet de document régional, qui était loin d'être parfait. C'est pour cela que ce document est appelé projet. Il s'est déclaré convaincu que ce document serait beaucoup enrichi par les suggestions du Groupe de travail.

43. La présentation du projet de document régional a été suivie par des observations sur le document en général. Chacun des six chapitres a ensuite été discuté en détail.

44. Les observations générales suivantes ont été faites concernant le document :

- a) Compte tenu des circonstances dans lesquelles ce projet de document régional a été établi et surtout du fait qu'une grande partie des documents nationaux n'avaient pas été disponibles pour référence, le document en tant que projet était excellent. Il présentait toutefois certaines graves faiblesses décrites ci-dessous.
- b) Le ton du projet de **document** régional n'était pas suffisamment africain. On pourrait y remédier en y incorporant des exemples pertinents tirés des documents nationaux des Etats membres de



la CEA illustrant les sujets examinés dans le document. A cet égard, il faudrait citer dans le document davantage de données statistiques en se référant aux chiffres figurant dans les documents nationaux. A cette occasion l'on pourrait aussi rectifier certaines des statistiques indiquées dans le document régional, qui ne sont plus d'actualité.

- c) Nonobstant le fait que le texte qui introduit les chapitres IV et VI, qui sont les deux plus importants chapitres du document, figure dans les chapitres III et V, les chapitres IV et VI devraient néanmoins être plus détaillés et étoffés. Il faudrait y apporter des changements afin qu'ils ne soient plus un simple recensement d'obstacles et une liste de recommandations, en faisant état d'informations de base et de considérants préalables.
- d) La région africaine a pâti plus que toute autre du fait des pays développés et, partant, a droit à l'assistance de ces pays. Dans la mesure où le projet de document régional était destiné en partie aux pays développés, il fallait faire ressortir cet aspect de la question. Mais afin d'aboutir à des résultats utiles, il fallait le faire en évitant de formuler trop de demandes et en se limitant à l'essentiel. Il fallait donc sélectionner judicieusement les demandes à formuler dans le document, afin d'en réduire la liste. Ainsi, les recommandations qui ne sont pas formulées à l'intention des pays développés, telles que celles qui se rapportent à la mise en oeuvre au niveau national, pourraient être esquissées plus brièvement.
- e) Dans quelques passages du document, la précision pourrait être relevée en utilisant des termes plus spécifiques. Par exemple, quelques-unes des recommandations formulées dans le document ne sont pas suivies d'indications quant à la façon de les mettre en oeuvre. Il eût fallu indiquer explicitement à qui s'adressent ces recommandations.

45. A la suite de ces remarques générales, il a été formulé des observations spécifiques relatives aux cinq premiers chapitres de ce document, que la Conférence est convenue d'inclure dans la version définitive du document régional.

46. Le Groupe de travail a étudié le dernier chapitre (chapitre VI) dans son ensemble. Etant donné l'importance capitale de ce chapitre, il a été convenu de créer un sous-comité technique composé des représentants de Lesotho (Président), du Kenya et du Tchad (rapporteurs) ainsi que des représentants de l'Egypte, du Soudan, du Niger et de la CEA; ce sous-comité a été chargé d'examiner ce chapitre en détail et de formuler des recommandations. Le Groupe de travail s'est ensuite réuni et a fait siennes les recommandations du sous-comité technique, assorties de quelques amendements.

47. La séance plénière a été saisie d'un rapport intérimaire du Groupe de travail, qui a demandé un délai supplémentaire.



48. Le Président a annoncé qu'il était contraint de quitter la Conférence avant la clôture pour des raisons de santé. Il s'est déclaré convaincu que la réunion aboutirait à un document régional minutieusement élaboré, précisant fidèlement les contraintes qui entravent le développement en Afrique et formulant des recommandations pragmatiques en vue de les éliminer.

49. Une délégation a remercié le Président pour la manière dont il avait dirigé les débats et lui a souhaité un prompt rétablissement.

Examen des résolutions proposées par les représentants des pays africains les moins développés

50. La réunion a considéré les projets de résolutions figurant dans le rapport de la réunion des pays les moins développés tenue au Caire les 22 et 23 août 1978.

Adoption des rapports et clôture de la réunion

51. Le 29 août, la réunion a adopté le présent rapport, ainsi que six résolutions (voir annexe I), le programme d'action figurant à l'additif au présent rapport et le rapport et les résolutions de la réunion des pays les moins développés (voir annexe II).

52. Le Président a ensuite déclaré close la réunion.



ANNEXE I

Résolution 1 - Assistance en vue de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement

La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Rappelant les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et Programme d'action sur l'instauration du nouvel ordre économique international, et 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Rappelant aussi la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale en date du 16 septembre 1975, par laquelle l'Assemblée décidait entre autres de convoquer la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, ayant notamment pour objet de renforcer les capacités techniques des pays en développement afin de leur permettre d'appliquer la science et la technologie à leur développement,

Rappelant en outre la décision I (1) de la première session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement concernant le programme de travail pour la période de préparation de la Conférence,

Prenant note des vues et recommandations exprimées par les Etats membres à la réunion régionale africaine,

Prenant note également avec appréciation des déclarations détaillées faites à la Réunion par le Secrétaire exécutif de la CEA, par le représentant du Secrétaire général de la Conférence et par le représentant du Secrétaire général administratif de l'OUA,

Résolue à faire en sorte que les décisions de la Conférence de 1979 aboutissent au renforcement des aptitudes des pays en développement à promouvoir leurs capacités scientifiques, techniques et productives, de manière à leur permettre de résoudre leurs problèmes et de parer à leurs propres besoins,

1. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA, avec la coopération active du Secrétaire général administratif de l'OUA et du Secrétaire général de la Conférence de continuer à faciliter les préparatifs de la Conférence de 1979, aux niveaux national, sous-régional et régional, en ce qui concerne en particulier :

- a) la mise à la disposition continue aux Etats membres, à leur requête, de conseillers techniques pour poursuivre le perfectionnement de leurs documents nationaux et des préparatifs généraux de la Conférence,
- b) l'organisation de séminaires sur le rôle de la science et de la technique dans les secteurs suivants, choisis en raison de l'intérêt spécial qu'ils présentent pour la région africaine :



- développement rural;
- développement industriel;
- éducation et formation de main-d'oeuvre scientifique et technique pour le développement de la région africaine;
- développement de sources non conventionnelles d'énergie convenant particulièrement aux besoins et aux ressources de l'Afrique;

2. Invite tous les chefs des institutions et organes compétents du système des Nations Unies à assister selon que de besoin le Secrétaire exécutif de la CEA à exécuter les tâches énumérées au paragraphe 1 ci-dessus.

### Résolution 2 - Création d'un comité consultatif

La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Décide la création d'un comité composé des pays suivants : Egypte, Kenya, Lesotho, Niger, Soudan et Tchad, qui agira en tant que comité consultatif, pour travailler avec le secrétariat de la CEA afin de l'aider à :

- a) Rédiger à nouveau le Programme d'action final;
- b) Rédiger à nouveau la version finale du document régional africain en tenant compte notamment du projet d'ordre du jour de la Conférence de Vienne.

### Résolution 3 - Rapport d'activités du Secrétaire général de la Conférence

La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Rappelant les paragraphes 4, 5 et 6 de la résolution 31/115 de l'Assemblée générale du 15 décembre 1977.

Considérant que l'ajournement jusqu'en 1979 de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence, provoquera des difficultés administratives, financières et budgétaires, qui retarderont la programmation d'autres activités utiles à la Conférence,

Considérant la nécessité reconnue de renforcer le rôle des commissions régionales et de leur procurer les ressources humaines et financières nécessaires qui leur permettront de poursuivre plus avant leurs activités dans le domaine de la science et de la technique, qui constituent leur contribution aux préparatifs de la conférence,

1. Prie l'Assemblée générale, à sa trente troisième session, qui se tiendra en 1978, d'examiner les questions ci-après et de prendre des décisions à leur sujet :



- a) le rapport analytique du Secrétaire général de la Conférence sur l'avancement des travaux préparatoires à la Conférence,
- b) l'allocation des fonds nécessaires à la réalisation des activités régionales, nationales et interrégionales prévues par le Secrétaire général de la Conférence;

2. Prie instamment tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer d'une manière positive aux préparatifs de la Conférence, et de continuer à coopérer pleinement avec le Secrétaire général de la Conférence, afin de lui permettre de s'acquitter de la responsabilité de coordonnateur dont l'Assemblée générale l'a investi.

Résolution 4 - Création immédiate d'un poste de conseiller et coordonnateur régional africain francophone au siège de la CEA

La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Proccupée par la nécessité d'un rééquilibrage linguistique dans l'action du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement (UNCSTD) en Afrique,

Soucieuse d'une préparation efficace de l'Afrique à la Conférence mondiale de Vienne en 1979,

Recommande vivement au Secrétaire général de la Conférence et à la CEA :

- a) de poursuivre dans tous les pays africains les préparatifs de la Conférence qui se tiendra à Vienne en 1979 après la Réunion du Caire;
- b) de créer sans tarder un poste de conseiller et coordonnateur régional africain francophone basé au siège de la CEA, en relation directe avec le secrétariat de la Conférence de New York, et dont les activités couvriront l'ensemble des pays africains francophones, en vue de les aider à mieux préparer la Conférence de Vienne de 1979, en vue de la mise en oeuvre des recommandations de la réunion africaine régionale.

Résolution 5 - Mise en place d'un dispositif d'exécution

La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Reconnaissant le besoin pressant à l'échelle mondiale de mettre fin aux inégalités, aux injustices et aux rapports de domination qui existent entre les pays développés et les pays en développement et, partant le besoin d'instaurer et de mettre en oeuvre le nouvel ordre économique international,



Reconnaissant en outre que les pays africains connaissent des niveaux de développement socio-économique qui diffèrent considérablement des niveaux des autres pays en développement du monde,

Consciente du fait que l'appel à l'action le plus urgent émane des pays africains qui ont eu à faire face et ont toujours à faire face à des problèmes menaçant leur existence et découlant de catastrophes naturelles prolongées,

Consciente des problèmes cruciaux et persistants qui existent dans les vastes régions rurales et secteurs de subsistance des pays de la région africaine,

Préoccupée par les obstacles qui entravent l'utilisation efficace de la science et de la technique au service de l'existence humaine et du développement dans les pays africains et, partant, du besoin d'éliminer ces obstacles,

Tenant compte du fait que la science et la technique peuvent aider les pays africains en général à réduire les effets de la dépendance technique et à atteindre une quasi-autonomie technique,

Reconnaissant en conséquence la nécessité vitale d'aboutir à un accord mondial concernant un code de conduite sur le transfert des techniques,

Rappelant les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement précisés dans la résolution 2028 (LVI) du Conseil économique et social du 4 août 1974 et dans la résolution 31/184 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1976, ainsi que la nécessité pour la Conférence de formuler un programme d'action mondial,

Considérant que pour que le programme d'action mondial, dans sa conception et sa pratique, soit réaliste et pragmatique, vise des buts précis et contribue à la réalisation des objectifs prévus selon un calendrier arrêté, il doit bénéficier de la participation de la communauté mondiale toute entière aux niveaux national, sous-régional, régional, interrégional et international, et particulièrement des pays développés, du système des Nations Unies et des organisations internationales,

1. Souligne la nécessité de mettre en place un mécanisme effectif et doté de ressources financières adéquates, chargé de suivre et de mettre en oeuvre le Programme d'action mondial qui émanera de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement;

2. Prie le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement d'étudier les diverses options pour la mise en place dudit mécanisme et de les soumettre à l'appréciation des Etats Membres des Nations Unies en temps opportun avant la Conférence.



Résolution 6 - Restructuration du Service de la science et de la technique de la CEA

La Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Consciente du fait que les gouvernements africains se rendent de mieux en mieux compte du rôle important de la science et de la technique en tant qu'instruments efficaces et indispensables du développement national,

Considérant que la nécessité de déployer de plus grands efforts pour le développement et l'utilisation de la science et de la technique s'est reflétée au cours des années récentes dans les déclarations formulées et les résolutions adoptées lors de conférences des ministres africains de l'éducation, du commerce, de l'industrie et de la planification économique,

Consciente du fait que la Commission économique pour l'Afrique, et en particulier son Service de la science et de la technique, ont une fonction de coordination essentielle à jouer en vue de la réalisation des buts et objectifs précisés dans ces déclarations,

Notant que le Service de la science et de la technique a déjà été chargé de fonctions additionnelles par suite des activités requises pour la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Notant aussi que le Service de la science et de la technique sera chargé de responsabilités plus considérables encore après 1979, quand il sera appelé à donner suite aux recommandations adoptées par la Conférence,

Recommande :

- a) que le Service de la science et de la technique de la CEA soit promu au rang de Division;
- b) qu'une fois cette promotion réalisée, le Service soit renforcé, tant structurellement que financièrement, en tenant dûment compte de la répartition linguistique.



REUNION DES PAYS AFRICAINS LES MOINS DEVELOPPES TENUE AU CAIRE (EGYPTE)  
LES 22 ET 23 AOUT 1978

1. Les représentants des pays africains les moins développés se sont réunis au Caire les 22 et 23 août 1978 pour déterminer les stratégies susceptibles d'éliminer les obstacles qui s'opposent à l'application de la science et de la technique au service de leur développement. Cette réunion a eu lieu avant celle de la Réunion africaine régionale de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui s'est tenue du 24 au 29 août 1978, afin que ses recommandations et résolutions puissent être soumises pour examen à ladite Réunion régionale.

2. Ont participé à la réunion les représentants des pays les moins développés suivants : Burundi, Ethiopie, Haute-Volta, Lesotho, Mali, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Tchad. Assistaient également à la Réunion des représentants de l'Egypte et du Souaziland, ainsi que de la CEA et du secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique.

3. La réunion a reconnu que les pays les moins développés affrontaient en général un grand nombre de problèmes qui se posent aux autres pays africains en développement. Toutefois, les circonstances particulières aux PMD portent l'acuité de certains de ces problèmes à des niveaux d'urgence critique. Les pays africains les moins développés en sont à un stade de développement où les besoins essentiels à l'existence même ne sont pas adéquatement satisfaits. Ces besoins comprennent l'alimentation, l'eau, la santé, l'habitat et l'éducation de base. S'il est reconnu que chaque pays doit en fin de compte renforcer ses propres programmes en vue de répondre à ces besoins, la réunion a constaté que la coopération et l'assistance internationales seront nécessaires dans un grand nombre de cas, où l'ampleur et la complexité du problème dépassent les moyens de chaque pays individuel.

4. C'est pourquoi les résolutions et recommandations suivantes ont été portées à l'attention de la Réunion régionale africaine de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement pour examen et adoption.

A. Résolution sur l'eau

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant les problèmes posés par le manque d'eau dans les pays les moins développés,

Considérant que l'économie des pays les moins développés est essentiellement agro-pastorale,

Rappelant les résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur l'eau tenue à Mar del Plata en 1977,



Recommande :

1. L'intensification des recherches sur l'eau par l'utilisation des techniques les plus efficaces;

2. La mise en place d'organismes pluridisciplinaires pour la planification et la gestion des ressources en eau.

B. Résolution sur l'alimentation

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant que les pays les moins développés tirent l'essentiel de leurs moyens d'existence de l'agriculture,

Considérant l'insuffisance des récoltes, la malnutrition qui affecte les populations des pays les moins développés et l'attention dont doit bénéficier le secteur de l'économie rurale de la part des gouvernements,

Rappelant les résolutions adoptées à la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Rome en 1975,

Souhaite :

1. La mise au point et l'adoption de techniques améliorées de production et de variétés à haut rendement;

2. La mise en oeuvre et l'utilisation de techniques de stockage et de transformation des produits alimentaires;

3. L'adaptation des matériels agricoles;

4. L'extériorisation des potentialités des races animales d'Afrique;

5. La mise au point des techniques de ranching et d'embouche ainsi que la gestion des pâturages.

C. Résolution sur la santé

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant la faible protection sanitaire des populations africaines, particulièrement en zone rurale,

Rappelant les activités de l'OMS, spécialement dans le domaine des maladies tropicales,

Suggère :

1. La sensibilisation des populations aux principes sanitaires;

2. La pratique de la médecine de masse, particulièrement en milieu rural;



3. La lutte systématique et prioritaire contre les maladies endémiques telles que le paludisme, la bilharziose, la lèpre, etc..

D. Résolution sur l'habitat

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant le coût élevé des matériaux de construction importés et l'inadaptation de ces matériaux aux climats africains,

Considérant le développement anarchique des quartiers et l'apparition et l'existence de bidonvilles dans nos capitales et grandes villes,

Recommande :

1. L'utilisation de matériaux locaux pour la construction des logements; et
2. L'adoption de plans nationaux d'urbanisation et de solutions concrètes pour faire face à la crise du logement.

E. Résolution sur les transports et communications

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant que la plupart des pays les moins développés sont enclavés et très étendus,

Considérant l'insuffisance des infrastructures,

Recommande :

1. La diversification des voies d'accès à la mer; et
2. Le développement et le renforcement des infrastructures routières, aériennes et maritimes et des télécommunications à l'intérieur des pays et entre les différents pays d'Afrique.

F. Résolution sur la main-d'oeuvre scientifique et technique

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant que la formation et l'existence des cadres nationaux sont les préalables à tout transfert de technologie et de développement endogène,

Considérant la nécessité d'adapter les techniques importées aux réalités socio-économiques de l'Afrique,

Recommande :

1. La formation de cadres de haut niveau et des autres niveaux sur les sols nationaux d'Afrique;



2. Une large concertation au niveau des cadres nationaux compétents de différentes disciplines pour l'importation, l'utilisation et la vulgarisation des techniques étrangères.

G. Résolution spéciale sur la sécheresse et la désertification,

La Réunion des pays africains les moins développés

Considérant que la plupart des pays les moins développés sont frappés par la sécheresse depuis de longues années déjà,

Considérant que ce phénomène engendre et accentue encore davantage l'avance du désert dans les pays les moins avancés saoudano-sahéliens,

Lance un appel pour qu'une aide préférentielle soit apportée aux pays membres frappés par la sécheresse et que des études et recherches soient entreprises pour déterminer les divers paramètres du "phénomène sécheresse" et de la désertification afin d'en maîtriser les divers facteurs déterminants.

H. Résolution sur la coopération internationale .

La Réunion des pays africains les moins développés,

Considérant l'interdépendance des nations et leur désir de coopération,

Recommande :

1. Le réexamen urgent des modèles d'aide et d'assistance des Nations Unies, ainsi que de ceux de la coopération bilatérale;
2. Une aide préférentielle aux pays les moins développés en vue de résoudre leurs problèmes critiques et immédiats, ainsi que les problèmes de leur développement futur; et
3. Le renforcement de la coopération horizontale sous-régionale.